Nations Unies E/C.2/2012/2/Add.5

Conseil économique et social

Distr. générale
12 septembre 2011
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Session ordinaire 2012
30 janvier-8 février et 17 février 2012

Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général

Table des matières

Page

1. Howard League for Penal Reform 2
2. Human Rights Defence Centre 3
3. Indian National Trust for Art and Cultural Heritage 5
4. Institut des stratégies environnementales mondiales. 6
5. Association internationale du droit des eaux 7
6. Conseil international d'éducation des adultes 9
7. Fondation internationale de la famille 11
8. Fédération internationale Terre des hommes 13
9. Académie internationale d'informatisation 14
10. Comité international islamique pour la femme et l'enfant 15
11. Œuvre internationale de Kolping 17
12. Organisation internationale de normalisation 18
13. Institut international de statistique 20
14. International Volunteerism Organization for Women, Education and Development 22
15. Fondation Mentor. 23

11-49349X (F)

Merci de recycler

1. Howard League for Penal Reform

Statut consultatif spécial depuis 1947

Introduction

Howard League for Penal Reform, la plus ancienne organisation de promotion de la réforme pénale dans le monde, a été créée en 1866, année où les exécutions publiques ont été abolies au Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord. L'organisation rend hommage au travail de John Howard, le réformateur du XVIIIe siècle qui a fait campagne en faveur du changement dans l'Europe toute entière.

Objectifs

L'organisation vise à améliorer la sûreté des collectivités, à faire baisser la criminalité et à réduire le nombre de personnes dans les prisons. Elle mène des recherches, organise des campagnes d'information et assure une représentation juridique aux jeunes détenus. Elle vise également à tester, à découvrir et à utiliser des moyens d'amélioration du système pénal.

Changements à signaler

L'organisation est devenue un cabinet d'avocats en même temps qu'une association caritative afin de pouvoir utiliser des stratégies juridiques pour obliger le Gouvernement à effectuer des changements et à améliorer sa réaction envers les jeunes ayant des problèmes avec le droit pénal. Elle a créé des groupes universitaires pour renseigner les étudiants au sujet du droit pénal et les encourager à faire campagne en faveur de la réforme. Elle a réalisé des activités et des travaux de recherche qui ont permis de repérer les points de pression susceptibles de favoriser le changement, de publier des informations solides sur le problème et de proposer des solutions.

Contribution aux activités de l'ONU

- Appui au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en vue de la mise en place de mécanismes internes de prévention de la torture, dans le cadre d'une réunion parallèle à la réunion de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à VIENNE, en avril 2011, et d'une réunion annexe au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale au Brésil, en 2010.
- Présentation d'une déclaration au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en avril 2010 (A/CONF.213/NGO/9).
- Appui aux conventions des Nations Unies en général, y compris la Convention relative aux droits de l'enfant et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme.

Participation aux réunions des Nations Unies

- Présence régulière de membres du conseil d'administration et de personnel de direction aux réunions de la Commission à Vienne en plus de la participation au douzième Congrès.
- Présentation de documents d'orientation et de rapports au Comité des droits de l'enfant à Genève.

Coopération avec des organes des Nations Unies

- Liens avec la Commission et avec le Comité des droits de l'enfant.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

- Activités axées sur la prévention du crime, l'amélioration du traitement des détenus, l'élaboration de réponses communautaires face aux délinquants et le renforcement des droits et des mesures de protection de l'enfant.

2. Human Rights Defence Centre

Statut consultatif spécial depuis 2003

Introduction

Human Rights Defence Centre est une organisation non gouvernementale (ONG) à but non lucratif qui a été créée en 1998, à Athènes, par un groupe de personnes spécialisées dans les droits de l'homme. En vertu de son statut, l'organisation a pour mandat de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales en Grèce, dans les Balkans, la Méditerranéenne et d'autres régions. En outre, l'organisation continue de coopérer avec d'autres ONG en Europe du Sud-Est et en Europe orientale et son champ d'activités qui, auparavant, se limitait au territoire national, a acquis une dimension régionale et internationale grâce notamment au succès réalisé par le réseau Ariadne contre la traite des êtres humains en Europe du Sud-Est et de l'Est, dont il a lui-même pris l'initiative, ainsi qu'à la participation à des projets internationaux.

Objectifs et mission

Les principaux objectifs de l'organisation consistent notamment à fournir des connaissances pratiques au sujet des droits de l'homme et à mener des activités de sensibilisation, de formation et de mobilisation afin d'améliorer la situation des droits de l'homme, ainsi qu'à apporter aide et protection aux personnes appartenant à des groupes sociaux vulnérables, y compris les victimes de traite, en Grèce, dans les Balkans et dans les régions méditerranéennes. Pour atteindre ces objectifs, le Human Rights Defence Centre organise des conférences, des séminaires et des activités de formation et de sensibilisation et participe de manière active à des réunions et programmes internationaux, régionaux et nationaux qui se rapportent aux droits de l'homme. Pour financer ses activités, il compte sur les recettes des cotisations annuelles des adhérents et sur les dons et le parrainage d'entités publiques et privées basées en Grèce et à l'étranger. Le montant des fonds reçus a augmenté grâce au don d'œuvres d'art de la part d'artistes et aux expositions

organisées pour soutenir les activités de l'organisation. Les recettes annuelles provenant des dons d'artistes constituent une importante source de financement.

Changements à signaler

De manière générale, les principaux objectifs et activités de l'organisation n'ont pas beaucoup changé depuis le dernier rapport quadriennal (2003-2006), mais l'organisation a élargi son champ d'action dans la région de la mer Noire en participant à de nouveaux projets de promotion de la coopération dans les domaines d'intérêt commun pour les pays de la région, notamment la migration et la traite des êtres humains. En outre, l'année dernière, elle a lancé une activité de formation destinée aux adultes et aux enfants en s'appuyant sur les méthodes d'enseignement non scolaire élaborées par le Conseil de l'Europe.

Contribution aux activités de l'ONU

Depuis 2009, l'organisation participe, en tant que partenaire, à la mise en œuvre du programme de coopération dans les domaines de la migration et de la traite des êtres humains entre les pays d'origine, de transit et de destination dans la région de la mer des Balkans, projet visant à promouvoir la coopération entre la Géorgie, la Grèce et l'Ukraine.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation n'a pas été en mesure d'envoyer des représentants aux réunions des Nations Unies, comme elle le faisait auparavant, ses ressources ayant été limitées pendant la période d'établissement du rapport.

Coopération avec des organes des Nations Unies

En mars 2008, l'organisation a participé à une consultation d'experts menée par le Bureau international du Travail et la Commission européenne pour créer un consensus européen sur des indicateurs de traite des êtres humains aux fins de la collecte de données dans les États membres de l'Union européenne. La consultation a abouti à la publication, en 2009, d'une fiche d'informations sur les indicateurs de traite, faisant la distinction entre l'exploitation du travail et l'exploitation sexuelle des adultes et des enfants.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier à l'objectif 3 relatif à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation de la femme, en menant des activités de lutte contre la traite des êtres humains et la violence à l'égard des femmes.

Informations supplémentaires

L'organisation participe de manière active aux initiatives menées par les ONG dans l'ensemble de la région pour promouvoir la constitution de réseaux et la création de synergies dans des domaines d'intérêt commun, notamment la traite des êtres humains, l'égalité des sexes et les droits de la femme. À cette fin, elle a pris part à la réunion qui a eu lieu à Skopje, en octobre 2007, sur le thème de la lutte contre les causes profondes de la traite des êtres humains et la création de chances

égales et à celle qui a été organisée en novembre 2009, à Berlin, pour faire le bilan 20 ans après la chute du mur de Berlin, toutes les deux organisées par la Strada International, réseau européen de lutte contre la traite des êtres humains.

3. Indian National Trust for Art and Cultural Heritage

Statut consultatif spécial depuis 2007

Contribution aux activités de l'ONU

Indian National Trust for Art and Cultural Heritage a organisé des activités pour la Journée du patrimoine mondial, la Semaine du patrimoine mondial, l'environnement, la conservation de l'eau, y compris la Journée mondiale de l'eau, la sensibilisation, l'éducation en matière de patrimoine, la création du sens du patrimoine au niveau local et la production de manuels et de matériels didactiques. C'est dans ces domaines que l'organisation concentre ses efforts; elle mène par ailleurs d'autres activités, notamment des ateliers de formation des enseignants, la mise en place de clubs sur le patrimoine dans les écoles et les établissements universitaires, l'organisation de programmes d'amélioration des compétences rurales et la promotion de l'art et de l'artisanant et du tourisme du patrimoine afin d'augmenter les recettes locales et d'autonomiser les collectivités locales, tout en luttant contre la pauvreté rurale.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation n'a pas été en mesure de participer à des réunions des Nations Unies. Compte tenu du manque de ressources et du nombre restreint des représentants (tous bénévoles), la participation aux réunions est très difficile.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation coopère activement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le domaine du tourisme du patrimoine rural à Raghurajpur, dans l'État d'Orissa (Inde).

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a pris plusieurs initiatives en vue de la réalisation des objectifs :

- L'International Conference of National Trusts a été organisée en décembre 2007 avec la participation de plus de 35 pays. Dans le cadre de cette conférence, il a été décidé de créer l'International National Trusts, organisation ayant son siège à Londres. L'Inde est l'un des membres fondateurs de cette organisation, aux côtés de pays comme l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique;
- La conférence de 2007 a été suivie en décembre 2008 de la Asian Regional Cooperation Conference qui a porté sur une série de questions de culture et de patrimoine et à laquelle ont participé plusieurs pays de la région. Les travaux et les recommandations de la conférence ont abouti à la publication de trois documents sur l'échange de bonnes pratiques dans les domaines suivants : gestion du tourisme du patrimoine aux fins du développement durable;

b) problèmes de conservation en Asie; et c) éducation en matière de patrimoine en Asie;

- Des mémorandums d'accord ont été signés avec un certain nombre de pays pour la promotion du patrimoine, de l'art et de la culture, y compris l'héritage culturel tangible et intangible.

Informations supplémentaires

L'organisation a reçu le Trophée d'Or de l'EMPI-Indian Express Innovation Awards en juillet 2010 pour ses initiatives innovantes dans la restauration, la conservation et l'enrichissement des divers éléments du patrimoine culturel incorporés dans les communautés indiennes qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie de ces communautés. Les initiatives de l'Indian National Trust for Art and Cultural Heritage protègent et enrichissent le patrimoine indien en coordonnant le programme grâce à des réseaux d'associations, d'institutions et de structures qui créent et développent des potentiels culturels pour promouvoir le tourisme du patrimoine culturel et contribuer, non seulement à revitaliser le patrimoine, mais aussi à rendre le processus économiquement viable.

4. Institut des stratégies environnementales mondiales

Statut consultatif spécial depuis 2003

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation a servi de secrétariat à l'initiative de Kitakyushu pour un environnement propre, programme mis en œuvre par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) pour promouvoir l'action environnementale locale en Asie. L'organisation participe à la production des rapports du Global Environmental Outlook sous la direction du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Pour le cinquième rapport, elle est en train de faciliter l'ensemble du processus de production, notamment en tant que coordonnateur des principaux auteurs et en contribuant à l'élaboration totale ou partielle de divers chapitres, y compris sur l'Asie et le Pacifique et les interventions mondiales. L'organisation a représenté la région Asie-Pacifique au sein du groupe directeur du projet sur les substances chimiques contenues dans les produits, lancé par le Programme, auquel elle a apporté une importante contribution.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux treizième, quatorzième, quinzième et seizième conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en organisant de nombreuses manifestations parallèles, y compris présentation de documents et tables rondes, notamment sur la conciliation des priorités de développement de l'Asie avec les intérêts du climat mondial dans le régime climatique pour la période allant au-delà de 2012 (2007); le rôle de la société civile dans la lutte contre les incidences du changement climatique (2008); l'Asie à faible taux de carbone : perspectives et initiatives (2009); vers un développement à faible intensité de carbone et résistant aux changements climatiques en Asie et dans le Pacifique (2010). En outre, l'Institut a organisé des manifestations parallèles aux

quinzième et dix-huitième sessions de la Commission du développement durable (2007 et 2010 respectivement). À la dix-huitième session, il a également fait une déclaration dans le cadre du débat de haut niveau en tant que représentant d'un grand groupe d'organisations non gouvernementales.

Coopération avec des organes des Nations Unies

En avril 2008, l'organisation a signé un mémorandum d'accord afin de coopérer à l'échange de données et d'informations sur le mécanisme pour un développement propre avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'organisation a coparrainé le réseau d'adaptation de la région Asie et Pacifique avec le Regional Resource Centre for Asia and the Pacific créé par l'Institut asiatique de technologie et le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour appuyer la mise en œuvre des politiques d'adaptation dans la région Asie et Pacifique. En octobre 2010, l'organisation a signé un mémorandum d'accord avec le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique afin de collaborer à promouvoir la recherche en matière de biodiversité. En décembre 2010, elle a signé un mémorandum d'accord avec le PNUE sur une collaboration plus intense en matière de recherche dans divers domaines, y compris le changement climatique.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

S'appuyant sur ses recherches, l'organisation a publié ses deuxième et troisième livres blancs en 2008 et 2010, respectivement, en mettant l'accent sur les questions environnementales importantes dans la région afin d'intégrer le souci de la durabilité aux politiques de développement et d'assurer un environnement durable à l'appui des objectifs du Millénaire.

Informations supplémentaires

Depuis 2009, l'Institut organise tous les ans un forum international sur une région Asie-Pacifique durable avec l'appui des organismes pertinents des Nations Unies.

5. Association internationale du droit des eaux

Statut consultatif spécial depuis 1971

Introduction

Il n'y a pas eu de changement.

Objectifs et mission

Il n'y a pas eu de changement.

Changements à signaler

Aucun changement.

Contribution aux activités de l'ONU

En septembre 2010, l'Association internationale du droit des eaux a obtenu le statut de partenaire avec ONU-Eau en reconnaissance de ses compétences en droit des eaux et du réseau qu'elle a constitué à l'échelle internationale. ONU-Eau a été créée en 2003 par le Comité de haut niveau sur les programmes du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination afin de coordonner les programmes et les activités relatifs à l'eau réalisés par les organismes des Nations Unies travaillant dans ce secteur. L'Association a donné plusieurs conférences dans le cadre d'un cours pilote sur la gestion intégrée des eaux souterraines transfrontières organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Thessalonique (Grèce) en octobre 2008.

Participation aux réunions des Nations Unies

Bien que les représentants de l'Association assistent aux réunions internationales à leurs propres frais, à titre tout à fait volontaire, l'organisation est parvenue à envoyer des délégations à de nombreuses réunions des Nations Unies, grâce au nombre élevé de ses membres. Un représentant de l'Association a assisté au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui a été organisé au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, en novembre 2009. Un représentant a également assisté à la Réunion internationale des Nations Unies à l'appui de la paix israélo-palestinienne qui s'est tenue à Qawra (Malte) en février 2010. Cette réunion était organisée conjointement par les Nations Unies et par l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée afin de relancer un dialogue constructif sur les problèmes de statut permanent, y compris ceux de l'eau, qui sont associés au processus de paix israélo-palestinien. Une délégation a également assisté à la Conférence ministérielle de haut-niveau sur le renforcement de la gouvernance des eaux douces transfrontalières - Le défi de la durabilité environnementale - organisée par le PNUE à Bangkok en mai 2009. Le Président exécutif et deux autres membres ont assisté à un séminaire sur le partage d'une ressource en eau invisible pour le bien commun : comment utiliser la résolution de l'Assemblée générale sur la loi des aquifères transfrontaliers, organisée par l'UNESCO en août 2009. Une délégation de l'Association a aussi assisté au quatrième colloque international sur la gestion des eaux transfrontières, organisé conjointement par l'université Aristote de Thessalonique et la Chaire UNESCO sur la gestion de l'eau et la résolution des conflits, qui s'est tenu à Thessalonique (Grèce) en octobre 2008.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'Association coorganisera le thème de la gouvernance et de la loi des eaux du quinzième Congrès mondial de l'eau de l'Association internationale des ressources en eau, une manifestation importante tenue tous les trois ans par les organisations non gouvernementales. Le Congrès aura lieu à Porto de Galinhas (Brésil) en septembre 2011. Le Programme hydrologique international de l'UNESCO participera officiellement au thème gouvernance et droit des eaux, y compris le sous-thème sur les dimensions juridiques des eaux transfrontières face au défi des changements climatiques. L'organisation a coparrainé la conférence internationale sur les systèmes aquifères transfrontière – difficultés et nouvelles orientations qui a été organisée à Paris en décembre 2010. La résolution 63/124 du 11 décembre 2008

de l'Assemblée générale sur le droit des aquifères transfrontières était le thème central de la conférence. Un représentant de l'organisation a assisté à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies organisée par la FAO à Rome en juin 2008.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Une législation solide est un outil essentiel à la gestion des ressources en eau et constitue un facteur indispensable à la poursuite de quatre des huit objectifs du Millénaire, à savoir : l'élimination de la pauvreté et de la faim, la santé de l'enfant, la santé maternelle et la préservation de l'environnement. Ainsi, les activités de l'organisation contribuent directement à l'appui de ces objectifs. Le Président du Conseil exécutif a représenté l'Association à la semaine mondiale de l'eau qui a été organisée par l'Institut international de l'eau à Stockholm en septembre 2010. À cette occasion, l'organisation a été invitée à participer au lancement de la publication du PNUE intitulée *The Greening of Water Law: Managing Freshwater Resources for People and the Environment*. L'organisation a en outre participé à une conférence consacrée au droit des eaux organisée par la Société française pour le droit international à Orléans (France) en juin 2010.

6. Conseil international d'éducation des adultes

Statut consultatif général depuis 1991

Introduction

Il n'y a pas eu de changement.

Objectifs, mission et principales activités

Il n'y a pas eu de changement.

Changements à signaler

Aucun changement.

Contribution aux activités de l'ONU

- Suivi et surveillance des travaux des sommets et conférences des Nations Unies, en particulier la Conférence internationale sur l'éducation des adultes organisée par l'UNESCO; Éducation pour tous; les objectifs du Millénaire pour le développement; financement du développement; et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, afin de veiller à l'intégration de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente dans les accords et dans leur mise en œuvre.
- Organisation du Forum international de la société civile afin d'offrir un espace pour l'échange d'idées, de créer des alliances et d'élaborer la stratégie de mobilisation pour la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes. Les préparatifs de la Conférence, qui ont eu lieu dans le cadre de cinq réunions régionales entre septembre 2008 et janvier 2009, ont bénéficié d'une forte présence de la société civile, sous la direction du Conseil. Quelques

membres de l'organisation ont fait partie des commissions de rédaction et participé à l'élaboration des documents finals. Au niveau international, le Conseil a organisé, en préparation à la Conférence, un séminaire virtuel avec ses partenaires et ses membres pour définir des questions de mobilisation stratégique en procédant à des analyses qui ont été ensuite approfondies dans un vrai séminaire en Angleterre, en mai 2008. Tous les documents ont été regroupés dans une seule publication, dans quatre langues, en tant que contribution à la Conférence.

Participation aux réunions des Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont assisté aux réunions suivantes : Engaging with Fragile States: Challenges and Opportunities, organisée à Addis-Abeba en juillet 2007; la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York, du 25 février au 7 mars 2008; en juin 2008, à New York, la Consultation des femmes sur le financement aux fins du développement, ainsi que des rencontres avec des représentants de la société civile et du secteur des affaires sur le financement aux fins du développement; le Comité sur les Organisations internationales non gouvernementales du Conseil exécutif de l'UNESCO, à Paris, en avril 2009; la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur de l'UNESCO, à Paris, en juillet 2009; le colloque public sur la crise économique mondiale et le développement – les moyens d'aller de l'avant organisé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Genève en mai 2009; la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement tenue à New York en juin 2009; la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Copenhague en décembre 2009; la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme et le quatrième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, tenus à New York en mars 2010; et la onzième Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes tenue à Brasilia en juillet 2010. À la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement tenue à New York en septembre 2010, l'organisation a présenté une déclaration à la table ronde 2 - Atteindre les objectifs fixés en matière de santé. Elle a participé également à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Cancún (Mexique) du 29 novembre au 10 décembre 2010.

Coopération avec des organes des Nations Unies

En 2007, l'organisation a intégré un groupe central d'experts interrégionaux créé par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie afin d'élaborer des normes internationales en matière d'éducation des adultes et d'éducation permanente en préparation de la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes. En juin 2010, en Uruguay, le bureau de l'égalité des sexes et de l'éducation de l'organisation a organisé un cours de formation sur la participation des citoyens et les droits des femmes intitulé A sumar saberes (en savoir plus) avec le soutien du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). En 2010, en réponse à la demande de l'UNESCO d'assurer une formation dans des domaines liés à l'éducation des adultes, le Conseil a organisé a) le troisième atelier national sur le programme territorial de développement intégré de l'éducation des

adultes, à Brasilia, en avril; et b) un cours sur la gestion sociale des politiques éducatives : surveillance et sensibilisation par les citoyens organisé à Recife (Brésil) en octobre et à Brasilia en novembre.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La septième assemblée mondiale de l'organisation, qui a eu lieu à Nairobi en 2007, a donné l'occasion aux organisations de la société civile de préparer leur contribution à l'examen à mi-parcours de l'éducation pour tous, surtout en ce qui concerne les objectifs et les cibles relatifs à l'éducation des adultes et d'affirmer le rôle crucial que joue l'éducation des adultes dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En outre, l'organisation participe activement au processus des OMD, y compris aux activités de suivi et de sensibilisation, ayant pris part aux manifestations organisées par l'ONU ou en parallèle pour mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation des adultes à la réalisation de ces objectifs.

7. Fondation internationale de la famille

Statut consultatif spécial depuis 1999

Introduction

Les programmes d'enrichissement de la famille de la Fondation ont été lancés dans les années 1960 pour aider les parents à élever leurs enfants en s'appuyant sur la méthode des cas, approche pédagogique particulière mise au point à l'Université de Harvard, qui utilise l'apprentissage participatif. Tous les ans, la Fondation organise plus de 500 cours, auxquelles participent environ 18 000 personnes, et plus de 600 manifestations auxquelles prennent part 34 000 autres personnes. Plus de 50 000 personnes bénéficient directement et chaque année des cours et des activités d'enrichissement de la famille.

Objectifs et mission

Les principaux objectifs de l'organisation consistent à promouvoir des cours d'enrichissement de la famille à l'aide de la méthode des cas, tout en plaidant en faveur du mariage et du bien-être familial aux deux plans national et international. Cette méthode particulière encourage les parents à apprendre des autres parents. L'organisation assure les matériels pédagogiques, la formation des enseignants et l'appui nécessaires pour permettre à ses associations de réaliser des programmes auprès des familles dans le monde entier. Les cours sont ouverts à tous sans aucune forme de discrimination fondée sur l'idéologie, la religion, la race ou la nationalité.

Changements à signaler

Géographiquement, l'organisation comprend 94 associations situées dans 60 pays différents répartis sur cinq continents. Depuis 2007, de nouvelles associations ont démarré en Croatie, en Inde, en Lituanie, en Slovénie et en Afrique du Sud et le nombre total de participants a augmenté de 17 %. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales du Conseil économique et social a décidé, au

cours de sa réunion annuelle de 2011, de recommander le reclassement de l'organisation du statut consultatif spécial au statut consultatif général.

Contribution aux activités de l'ONU

Les représentants de l'organisation ont insisté auprès des États Membres sur l'importance de la famille pour la réussite des divers programmes. Ils ont discuté avec les représentants de nombreux États au sujet de la nécessité d'éduquer les parents et de leur fournir les moyens de prendre soin de leurs enfants dans un environnement sûr. L'organisation collabore avec le coordonnateur du Programme des Nations Unies sur la famille qui a participé à plusieurs réunions depuis la réunion des dirigeants d'octobre 2008. L'organisation prend part aux préparatifs de la Journée internationale des familles et de la commémoration de l'Année internationale de la famille en 2014.

Participation aux réunions des Nations Unies

Pendant la période 2007-2010, l'organisation a participé à un certain nombre de réunions, notamment : la Commission du développement social (annuelle); la Commission de la condition de la femme (annuelle); la Journée internationale des familles (annuelle); le Comité chargé des organisations non gouvernementales (annuelle), y compris, en 2009, une manifestation parallèle sur les droits de l'enfant et le rôle de la famille; la Commission de la population et du développement (2008 et 2010); des réunions de haut niveau du Conseil économique et social (2007 et 2008); le Conseil des droits de l'homme, dixième, onzième et douzième sessions (2009) et treizième, quatorzième et quinzième sessions (2010); la Réunion de haut niveau consacrée à un examen approfondi des progrès accomplis dans la réalisation de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et de la Déclaration politique sur le VIH/sida (2008); la Conférence sur la réforme législative pour parvenir à la réalisation des droits de l'homme organisée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (2008); et la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (2008).

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation apporte une contribution aux activités du Conseil, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'UNICEF, ainsi que dans le domaine des droits de l'homme. Outre les projets locaux, elle défend la famille dans toutes les activités du Conseil, car la famille est une notion horizontale qui touche à toutes les activités économiques et sociales.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les divers cours d'enrichissement de la famille assurés par l'organisation partout dans le monde lui permettent d'avancer avec l'Organisation des Nations Unies vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir : réduire l'extrême pauvreté, assurer l'éducation primaire pour tous, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/sida et d'autres maladies, préserver l'environnement et mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

8. Fédération internationale Terre des hommes

Statut consultatif spécial depuis 1987

Introduction

La Fédération internationale Terre des hommes est une ONG internationale qui a été fondée en 1966. Elle est constituée de 10 organisations nationales de Terre des hommes qui exécutent des projets dans environ 70 pays.

Changements à signaler

En 2008, l'organisation a apporté des modifications à ses règlements afin de renforcer la structure interne et l'interaction entre les organisations membres. Elle a également modifié son nom et s'appelle désormais « Terre des Hommes - Fédération internationale » au lieu de « Fédération internationale Terre des hommes ».

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation contribue aux activités de l'ONU en publiant des informations sur le travail et les réalisations de l'Organisation. Elle exécute en outre des projets de développement en faveur des enfants qui contribuent à la mise en œuvre du programme de développement du Conseil. Dans le secteur humanitaire, elle participe au système de regroupement dirigé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, aux niveaux mondial et local. Elle répond par ailleurs aux demandes d'information adressées par les services de l'Organisation (comme celle du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) sur l'accès aux médicaments dans le contexte de pandémies telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme en décembre 2007). L'organisation a été invitée à participer à des consultations d'experts, notamment à celle qui a été organisée par le Haut-Commissariat au sujet de la servitude domestique, à Genève en juin 2010.

Participation aux réunions des Nations Unies

En juillet 2009, l'organisation a participé à la Foire de l'innovation organisée par le Conseil à Genève et présenté un projet d'hôpital bateau. En juillet 2009 également, au cours du débat de haut niveau du Conseil, l'organisation a fait une déclaration sur la prestation de soins de santé aux enfants. En avril 2010, elle a participé au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à Salvador (Brésil) et à deux manifestations parallèles sur la justice pour mineurs. De 2007 à 2010, l'organisation a participé à une série de sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève (de la quatrième à la quinzième). À l'occasion de la réunion annuelle d'une journée entière sur les droits de l'enfant, notamment, Terre des hommes a contribué à l'organisation d'une manifestation parallèle sur la violence sexuelle à l'encontre des enfants avec la participation du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants au cours de la treizième session du Conseil des droits de l'homme, en mars 2010. Elle a participé aux première et deuxième sessions du Groupe de travail à composition non limitée sur un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications à Genève en 2009 et 2010 et fait des déclarations communes sur la protection de l'enfant avec d'autres ONG participantes.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation appuie les activités du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences et du Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, en leur fournissant des informations recueillies auprès des bureaux extérieurs et en facilitant certaines de leurs visites sur le terrain (voir, par exemple, A/HRC/7/8 ET A/HRC/14/34). Terre des hommes est dotée du statut consultatif auprès de l'UNICEF avec qui elle a coopéré pendant longtemps. L'UNICEF appuie les projets exécutés par l'organisation dans divers pays, y compris Haïti. L'organisation a également coopéré avec l'UNICEF pour coorganiser le troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales qui a eu lieu à Rio de Janeiro (Brésil) en novembre 2008.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Tous les projets exécutés par les 10 organisations Terre des hommes appuient les objectifs du Millénaire pour le développement. Environ 7 % d'entre eux concernent la nutrition et sont donc à l'appui de l'objectif 1 et 20 % se rapportent à l'éducation et contribuent donc à la réalisation de l'objectif 2. L'organisation réalise des projets d'éducation de la petite enfance et des projets visant à permettre aux enfants marginalisés d'accéder à l'école. En tant qu'appui aux objectifs 5 et 6, 10 % des projets de l'organisation concernent la santé de la mère et de l'enfant. Un soutien psychosocial et des soins médicaux sont en outre assurés aux enfants touchés par le VIH/sida et des activités sont menées pour prévenir les infections et réduire les effets préjudiciables. D'autres projets portent sur des domaines tels que la protection de l'enfant, les droits des femmes et le développement communautaire et appuient la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement.

9. Académie internationale d'informatisation

Statut consultatif général depuis 1995

Introduction

L'Académie internationale d'informatisation a été fondée en Fédération de Russie en décembre 1990 en tant qu'organisation publique internationale. Elle compte à présent environ 18 000 membres à part entière qui mènent des activités par l'intermédiaire de 56 branches régionales.

Objectifs et mission

Pour effectuer des recherches sur les évènements mondiaux et sur les méthodes susceptibles d'apporter des solutions, l'organisation a mis en place une table ronde permanente sur les principes et mécanismes de développement durable de la société mondiale au XXIème siècle. Depuis 2007, elle coopère avec les pouvoirs législatif et exécutif de la Fédération de Russie et de la Communauté d'États indépendants (CEI) pour aider à promouvoir divers programmes et projets. Un centre

d'information et d'exposition sur les projets et technologies novateurs est installé au sein de l'Académie pour atteindre cet important objectif en particulier.

Changements à signaler

Pendant la période d'établissement du rapport, aucun changement important n'a été apporté aux activités de l'organisation.

Contribution aux activités de l'ONU

Au cours de la période d'établissement du rapport, l'Académie a organisé un grand nombre de conférences et de tables rondes internationales qui ont abouti à la publication de divers ouvrages scientifiques.

Participation aux réunions des Nations Unies

Partant de la nécessité de transmettre à toutes les nations l'idée de préserver la coexistence dans la paix, l'Académie a créé un symbole spécial qui illustre la principale raison de vivre de l'humanité. Il s'agit d'une image artistique de notre époque. Le projet, conçu et mis en œuvre à l'initiative de l'Académie, est une sculpture intitulée « pour préserver la paix aux futures générations ». Le 12 février 2008, pendant la Conférence sur le désarmement, une cérémonie officielle a eu lieu au Palais des Nations pour inaugurer la sculpture. Au nom du Gouvernement de la Fédération de Russie et de la nation, le Ministre des affaires étrangères, S.V. Lavrov, l'a offerte à l'Office des Nations Unies à Genève.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'Académie internationale d'informatisation a compilé une série de discours prononcés entre 2004 et 2010 par le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève et en 2010, elle a publié une brochure sur le monde contemporain et ses défis. L'Académie coopère régulièrement avec le Centre d'information des Nations Unies à Moscou. En collaboration avec le Centre, elle a élaboré et publié à l'intention des étudiants, en russe et en anglais, une brochure à grand tirage sur la Déclaration du Millénaire. Pendant la période d'établissement du rapport, des représentants de l'organisation ont participé à des activités parrainées par le Centre.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En novembre 2010, l'Académie a organisé à son siège à Moscou une conférence internationale sur les résultats et les perspectives, 10 ans après la déclaration du Millénaire. Les membres de l'organisation ont présenté au total 60 rapports destinés à la publication.

10. Comité international islamique pour la femme et l'enfant

Statut consultatif spécial depuis 2003

Introduction

Les activités du Comité international islamique pour la femme et l'enfant portent essentiellement sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes

éducatifs sur la famille et sur l'organisation de campagnes de sensibilisation et d'information à ce sujet. L'organisation agit par l'intermédiaire de nombreux médias (conférences de presse et programmes télévisés et radiophoniques).

Contribution aux activités de l'ONU

- En 2007, l'organisation a élaboré des documents sur des questions concernant les femmes et les enfants d'un point de vue islamique qu'elle a distribués à des militants sociaux dans de nombreux pays, notamment en Algérie, en Égypte, en Indonésie, en Jordanie, en Malaisie et au Maroc.
- L'organisation a réalisé des études ayant trait aux principales conventions des Nations Unies sur la femme et l'enfant et à leurs applications dans les pays musulmans et portant sur les thèmes suivants : a) violence conjugale dans les instruments internationaux – une étude analytique; b) impact de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sur le droit familial dans les pays arabes; et c) l'enfant arabe entre les conventions internationales et les lois nationales.
- Des représentants de l'organisation ont assisté notamment aux conférences régionales et internationales suivantes et y ont présenté des documents sur des questions relatives aux femmes et aux enfants : a) la quatorzième conférence annuelle sur l'arabisation des sciences tenue en Égypte en février 2008; b) une conférence sur l'amélioration de la vie de famille tenue au Royaume-Uni en mars 2008; c) un colloque sur les dimensions internationales des questions d'égalité des sexes tenu à Bahreïn en avril 2008; d) une conférence sur les dispositions relatives à la famille entre le droit islamique et les accords et déclarations internationaux tenue en Égypte en octobre 2008; e) une conférence sur les dispositions relatives à la famille : légitimité et obligations internationales tenue à Bahreïn en février 2009; f) la dix-neuvième session de l'Académie islamique de jurisprudence de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) tenue à Sharjah (Émirats arabes unis) en avril 2009; g) la vingt-deuxième réunion du conseil d'administration de l'Organisation de l'Appel islamique tenue au Soudan en février 2010; h) un séminaire organisé par la Commission des droits de l'homme de l'Arabie saoudite en février 2010; et i) une manifestation sur les conventions et conférences internationales et leur impact sur le monde islamique tenue à Bahreïn en avril 2010.
- Le Comité a organisé des cours et des programmes de formation sur les dimensions internationales des questions relatives aux femmes en Arabie saoudite (2009), en Égypte et au Yémen (2010).

Participation aux réunions des Nations Unies

En mars 2007, 2009 et 2010, des représentants du Comité ont assisté à la réunion annuelle de la Commission de la condition de la femme au Siège de l'ONU, à New York. Leur participation a consisté dans les activités suivantes : présentation de déclarations orales, organisation d'ateliers parallèlement aux réunions sur les thèmes a) égalité totale : un gain ou une perte b) éducation des filles, solutions concrètes; et participation à des manifestations parallèles organisées par diverses ONG. De plus, le Comité a participé à un séminaire organisé par le Conseil des droits de l'homme en Arabie saoudite en février 2010.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Il n'y a pas eu de coopération avec des organes des Nations Unies.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune initiative n'a été prise à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement.

11. Œuvre internationale de Kolping

Statut consultatif spécial depuis 1991

Introduction

L'Œuvre internationale de Kolping est une organisation catholique à vocation sociale qui vise à répondre aux besoins de ses membres et à promouvoir le bien commun grâce à la participation active de ses membres et de leurs associations, et à collaborer au renouvellement et à l'humanisation constants de la société. Aujourd'hui, l'organisation compte plus de 450 000 membres dans plus de 61 pays.

Participation aux réunions des Nations Unies

En 2007, l'organisation a participé à la quarante-cinquième session de la Commission du développement social, à la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme et aux réunions préparatoires de la Commission du développement durable et de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a également participé aux rencontres informelles des représentants du monde des affaires sur le financement du développement.

En 2008, l'organisation a participé au Forum de la société civile sur le thème « pour que Copenhague fonctionne : un travail décent pour une vie décente » et aidé à l'élaboration de la déclaration présentée par les organisations de la société civile à la quarante-sixième session de la Commission du développement social. Elle a en outre présenté une déclaration (E/CN.5/2008/NGO/2) à la Commission et dialogué avec l'Organisation internationale du Travail au sujet du guide des outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent proposé par l'Organisation. Elle a participé par ailleurs à plusieurs débats de la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme et assisté à un certain nombre de manifestations parallèles. L'organisation a assisté aux réunions-débats interactives de l'Assemblée générale sur la crise financière mondiale.

En 2009, en tant que membre du Comité des ONG pour le développement social, l'organisation a participé au Forum de la société civile et aidé à l'élaboration d'une déclaration sur l'intégration sociale qui a été présentée à la quarante-septième session de la Commission du développement social. Elle a également participé à des manifestations parallèles portant a) sur les difficultés et les bonnes pratiques en matière d'intégration sociale en cas de VIH/sida et b) sur la promotion du renforcement des droits des personnes âgées. En tant que membre du Comité des ONG pour la famille, elle a aidé à parrainer une manifestation parallèle sur l'intégration sociale des personnes en déplacement.

En 2010, l'organisation a participé notamment à plusieurs réunions de la quarante-huitième session de la Commission du développement social, le thème prioritaire étant l'intégration sociale, et aidé à la production du document final intitulé : « Copenhagen plus 15: achieving a society for all » qui a été présenté à la Commission le jour de l'ouverture de la session. En tant que membre du Comité des ONG pour le développement social, qui a rassemblé des données du monde entier pour produire un rapport sur le travail d'intégration sociale effectué à l'échelle locale, l'organisation a participé à une manifestation parallèle destinée à promouvoir les bonnes pratiques et à examiner les exemples fournis.

Coopération avec des organes des Nations Unies

En 2008 et 2010, l'Œuvre a organisé un certain nombre de séminaires sur le travail décent en collaboration avec les bureaux nationaux de l'OIT en Uruguay et au Chili. L'organisation apporte un soutien à l'OIT en matière de création d'emplois, de protection sociale, de normes et de droits dans le cadre du travail, de gouvernance et de dialogue social.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Tous les ans, l'organisation dépense environ 10 millions d'euros pour combattre l'extrême pauvreté et la faim. Elle exécute des projets dans les domaines du développement rural, de la formation professionnelle et du microfinancement et du crédit. Elle a lancé des écoles élémentaires dans des pays dont le gouvernement est incapable d'offrir à chaque jeune la possibilité d'acquérir une éducation primaire. Dans l'État plurinational de Bolivie, environ 1 000 élèves sont scolarisés dans ce type d'établissement. La plupart des membres de l'organisation dans les pays en développement sont des femmes. En 2010, le conseil d'administration international a adopté de nouvelles directives écologiques, ce qui a incité toutes les antennes locales de l'organisation dans le monde à lancer des projets concrets. Chaque année, les membres de l'organisation plantent environ 500 000 nouveaux arbres, installent des systèmes d'énergie solaire et de biogaz et collectent les eaux de pluie.

12. Organisation internationale de normalisation

Statut consultatif général depuis 1947

Introduction

L'Organisation internationale de normalisation (ISO) est le plus grand producteur et fournisseur de normes internationales dans le monde. Elle est constituée d'un réseau regroupant les institutions de normalisation de 162 pays, à raison d'un membre par pays, et d'un secrétariat central, à Genève, pour la coordination du système. L'ISO est une organisation non gouvernementale qui sert de passerelle entre les deux secteurs public et privé. Beaucoup d'institutions membres de l'organisation font partie de la structure gouvernementale de leur pays ou sont mandatées par leur gouvernement, tandis que d'autres institutions membres relèvent uniquement du secteur privé, ayant été créées en vertu de partenariats entre associations industrielles.

Contribution aux activités de l'ONU

Le plan d'action de l'organisation pour les pays en développement 2005-2010 a prévu une feuille de route pour les programmes d'assistance technique destinés aux membres de ces pays. L'ISO a mené plus de 250 activités de formation et de renforcement des capacités faisant participer plus de 11 000 personnes issues de pays en développement. Environ 7 300 000 francs suisses ont été attribués directement à l'exécution de ces activités.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'ISO a participé aux réunions suivantes : a) la Commission du Codex Alimentarius (créée par la FAO et l'OMS), trentième session (Rome, juillet 2007), trente et unième session (Genève, 30 juin-4 juillet 2008), trente-deuxième session (Rome, 29 juin-3juillet 2009), et trente-troisième session (Genève, juillet 2010); b) la consultation régionale de l'Union internationale des télécommunications (UIT) sur l'évaluation de la conformité et l'interopérabilité pour la région des Amériques (Quito, juillet 2010); c) la douzième session de la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (Genève, février 2008); la douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Accra, avril 2008); et les réunions d'experts pluriannuelles de la CNUCED (Genève, février 2009 et mars 2010); d) les sessions annuelles du Working Party on Regulatory Cooperation and Standardization Policies de la Commision économique pour l'Europe (CEE) (Genève, novembre 2007, 2008, 2009 et 2010); e) la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : treizième session (Bali (Indonésie), décembre 2007) et quinzième session (Copenhague, décembre 2009); f) le Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial, 2007 (Genève, en juillet) et 2010 (New York, en juin); et g) la douzième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDO) (Vienne, décembre 2007) et la table ronde de l'ONUDI sur les normes de durabilité dans le commerce international : obstacles et possibilités (Vienne, décembre 2009).

Coopération avec des organes des Nations Unies

Au cours de la période considérée, des mémorandums d'accord ont été signés et des projets ont été poursuivis avec un grand nombre d'institutions et de programmes du système des Nations Unies, notamment l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'UIT, le Centre du commerce international (ITC), la CEE, le PNUE, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'ONUDI, l'Union postale universelle (UPU), l'OMS et l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

- Comité de projet 253 de l'ISO sur l'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation créé en 2009;
- Publication d'une brochure intitulée *International Standards and « Private Standards »* en février 2010;
- ISO 26000 – Responsabilité sociale, publié le 1er novembre 2010;

- Comité technique 224 de l'ISO, activités de service relatives aux systèmes d'alimentation en eau potable et aux systèmes d'assainissement : publication de trois normes; projet approuvé sur la gestion de crise des installations d'eau (2010);
- Comité technique 147 de l'ISO, qualité de l'eau : publication de 43 documents normatifs et lancement de 58 nouveaux projets de travail;
- Comité technique 207 de l'ISO, gestion de l'environnement : série ISO 14000 sur la gestion de l'environnement et normes 14064/65 sur la mesure des gaz à effet de serre.

13. Institut international de statistique

Statut consultatif spécial depuis 1947

Introduction

L'Institut international de statistique est une association professionnelle créée en 1885 qui compte des membres (particuliers et institutions) dans plus de 120 pays. Il a pour objectif de promouvoir la compréhension, le développement et la bonne pratique des statistiques dans le monde entier.

Objectifs et mission

L'Institut est constitué d'un noyau d'éminents statisticiens et compte sept sections, s'occupant chacune d'un domaine statistique différent. Le congrès biennal de la statistique de l'organisation est bien connu et réunit plusieurs milliers de statisticiens. Ce congrès est accompagné de diverses formations courtes destinées aux jeunes statisticiens et de conférences satellite. En outre, de nombreuses petites réunions et conférences ont lieu sous le parrainage des sections de l'Institut et la publication de plusieurs revues professionnelles complète le portefeuille de l'organisation. Pour fournir services et appui à ses membres et aux sections, l'Institut a un bureau situé à La Haye.

Changements à signaler

En 2009, La Société internationale d'environnemétrie est devenue une section de l'organisation, qui compte à présent sept sections couvrant notamment les statistiques officielles, les statistiques d'enquête, l'enseignement des statistiques, l'informatique statistique, les statistiques sur les entreprises et les statistiques mathématiques et la probabilité. L'organisation appuie la participation des statisticiens des pays en développement à ses activités en assurant le financement de leur voyage et de leur logement. Un don accordé par le Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités statistiques de la Banque mondiale aide à cette participation et contribue ainsi à l'objectif qui consiste à améliorer les systèmes statistiques dans les pays en développement. Une révision des lois et des règlements de l'Institut est en cours et devrait être achevée en 2011.

Contribution aux activités de l'ONU

Une vaste palette d'objectifs et d'activités appuie les buts visés par les objectifs du Millénaire pour le développement et par les programmes de durabilité. Le fondement statistique des objectifs est essentiel à leur réalisation; les activités exécutées par l'Institut et ses sections sont au cœur de ces objectifs. À cet égard, on peut citer les exemples ci-après :

- Organisation du Congrès mondial de la statistique en 2009 à Durban (Afrique du Sud) avec plus de 2 500 participants, dont un nombre particulièrement élevé de ressortissants du continent africain;
- Le projet international de renforcement des compétences statistiques dans le monde parmi les jeunes et les adultes. En 2008-2009, l'Institut a organisé le premier concours international dans ce domaine et distribué les prix aux gagnants pendant le Congrès mondial de la statistique de 2009. Des ressortissants d'une trentaine de pays participeront au concours de 2010-2011;
- Le prix Jan Tinbergen décerné aux jeunes statisticiens des pays en développement;
- Le prix Mahalanobis pour l'ensemble de la carrière décerné aux éminents statisticiens des pays en développement;
- Contribution à la commémoration de la Journée mondiale de la statistique le 20 octobre 2010 qui a été organisée par la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies en appelant les sociétés statistiques du monde entier à organiser des manifestations et des congrès pour célébrer cette journée.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation participe aux réunions annuelles de la Commission de statistique. Des représentants de l'Institut ont assisté aux réunions de la Commission en février 2008 et en février 2009.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'Institut a coopéré avec la Division de statistique : des activités communes ont été menées dans des domaines précis, notamment dans le cadre de la Journée mondiale de la statistique (voir ci-dessus) et, dans le domaine des statistiques agricoles, le coparrainage avec d'autres partenaires de la cinquième Conférence internationale sur les statistiques agricoles qui s'est tenue à Kampala en 2010 et dont les travaux portaient sur l'élaboration d'une stratégie mondiale d'amélioration des statistiques agricoles et d'un plan de mise en œuvre. Par ailleurs, la Division de statistique organise plusieurs réunions dans le cadre du Congrès mondial de la statistique organisé par l'Institut.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La disponibilité et la qualité des indicateurs sont essentielles à la réalisation des objectifs. L'organisation a pris plusieurs initiatives visant à accroître la capacité statistique dans les pays en développement, élargissant ainsi la base statistique concernant les OMD. Elle a notamment lancé un atelier de haut niveau sur la direction des systèmes de statistique modernes pour les pays africains anglophones;

sur les systèmes d'encadrement des étudiants dans les pays en développement; et sur le financement de la participation aux congrès, conférences et ateliers organisés par l'Institut et ses sections.

14. International Volunteerism Organization for Women, Education and Development

Statut consultatif spécial depuis 2003

Introduction

L'International Volunteerism Organization for Women, Education and Development tire son inspiration du projet éducatif des sœurs salésiennes. Tous les ans, elle organise, à l'échelle internationale, des conférences, des séminaires et des campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme afin de former de jeunes volontaires aux bonnes pratiques en la matière.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation participe à diverses réunions des Nations Unies, y compris le Conseil des droits de l'homme, l'examen périodique universel, le Comité des droits de l'enfant et la Commission de la condition de la femme, ainsi qu'à des manifestations organisées par le Département de l'information. Au cours de la période 2007-2010, elle a présenté cinq déclarations écrites et cinq déclarations orales et organisé neuf manifestations parallèles. Ses principales contributions ont été notamment : a) une déclaration écrite sur les violations des droits de la femme, à la quatrième session du Conseil des droits de l'homme tenue à Genève en mars 2007; b) une manifestation parallèle sur le droit à l'eau, à la soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales tenue à Paris en septembre 2008; c) une déclaration écrite sur la situation des enfants soldats en Colombie, à la troisième session consacrée à l'examen périodique universel tenue à Genève en décembre 2008; d) une déclaration orale commune sur l'appui du Conseil des droits de l'homme au processus de relèvement de Haïti à la suite du séisme du 12 janvier 2010, à la treizième session extraordinaire du Conseil tenue à Genève le 27 janvier 2010; e) en collaboration avec l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice et sous le coparrainage du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), trois manifestations parallèles aux sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève : à la treizième session du Conseil, une manifestation sur les objectifs du droit à l'éducation des enfants à risque en Afrique : réintégration et/ou réinsertion (mars); à la quatorzième session du Conseil, une manifestation parallèle sur Haïti : continuité de l'éducation dans les situations d'urgence (juin); et à la quinzième session du Conseil, une manifestation parallèle sur un enseignement de qualité pour les enfants autochtones en Amérique latine et en Amérique centrale (septembre).

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation travaille surtout avec des organismes gouvernementaux et locaux, mais elle coopère également avec des organismes et des institutions spécialisées des Nations Unies dans le cadre de diverses activités. Elle a notamment fourni une assistance technique à l'UNICEF dans le cadre d'activités humanitaires

menées en Haïti en 2009 en envoyant des volontaires qui ont collaboré avec le personnel des Nations Unies pour garantir la continuité éducative.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation contribue à la mise en œuvre des objectifs du Millénaire en Afrique, en Asie, en Amérique centrale, en Europe orientale et en Amérique du Sud. La liste ci-après donne un aperçu de ses principales activités :

- Objectif 1 : Initiatives de microcrédit. Familles concernées : 920; prestation de soins nutritionnels aux enfants : 13 000; formation nutritionnelle à l'intention des parents : 800;
- Objectif 2 : Fournitures scolaires et uniformes : 15 000;
- Objectif 3 : Écoles construites ou remises à neuf : 300; enseignants formés : 1 230; bibliothèques pour enfants : 230; éducation primaire pour les garçons et les filles : 12 550; éducation primaire pour les enfants autochtones : 2 500; bourses pour augmenter le nombre de filles intégrant l'école primaire : 7 980; bourses pour augmenter le nombre de filles intégrant l'école secondaire : 4 300; bourses pour augmenter la participation des filles à la formation professionnelle : 1 250;
- Objectif 4 : Prestation de soins médicaux généraux : 11 000; vaccinations : 2 650; organisation de cours en matière de santé à l'intention des parents : 580; compléments alimentaires pour les enfants : 7 650;
- Objectif 5 : Prestation de soins médicaux généraux : 10 450; organisation d'une formation à l'intention des femmes enceintes : 570;
- Objectif 7 : Puits construits : 100; filtres d'eau : 120;
- Objectif 8 : Organisation de cours de formation en informatique pour les jeunes : 2500.

Informations supplémentaires

Grâce à son statut consultatif, l'organisation peut améliorer la concordance entre les réalités locales et le programme des Nations Unies. Elle est prête à fournir une liste complète des activités qu'elle mène dans chacun des domaines où elle apporte une contribution.

15. Fondation Mentor

Statut consultatif spécial depuis 2003

Introduction

La Fondation Mentor est une ONG internationale indépendante à vocation non politique qui a été fondée en 1994 pour prévenir l'abus de substances et promouvoir la santé et le bien-être des enfants et des jeunes. Ses activités ont une portée mondiale. Elle a des représentants nationaux en Allemagne, en Colombie, aux États-Unis d'Amérique, en Lettonie, en Lituanie, au Royaume-Uni et en Suède et un

bureau régional à Beyrouth, Mentor Arabia, destiné à appuyer les activités de l'organisation dans les 22 pays et régions membres de la Ligue des États arabes.

Objectifs et mission

La Fondation a pour objectif de prévenir l'abus de substances et de promouvoir la santé et le bien-être des enfants et des jeunes. Elle recense, appuie, utilise et diffuse les bonnes méthodes prometteuses en matière de prévention de l'abus de drogue et s'adresse aux praticiens et aux décideurs dans le monde. Elle exécute des projets concrets et fournit des services dans les pays où elle possède une base nationale ou régionale, mais aussi dans d'autres pays, notamment en Asie centrale et en Europe orientale (2010) et en Afrique (2007-2010) où les activités ont été menées et financées par l'intermédiaire du bureau international de l'organisation. Le site Web de l'organisation a pour but de proposer une base centrale d'informations mondiales à ceux qui s'intéressent à la prévention et travaillent dans ce domaine. L'organisation publie régulièrement un bulletin mis à jour sur ses activités et un bulletin électronique mensuel intitulé Prevention Update pour diffuser les faits les plus récents concernant la recherche, l'information, les manifestations et les orientations dans le domaine de la prévention.

Contribution aux activités de l'ONU

La Fondation a continué d'apporter d'importantes contributions aux activités de l'ONU, notamment : a) pourvoi du poste de vice-président du Comité d'ONG sur les stupéfiants qui constitue la branche consultative des ONG pour l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; b) par l'intermédiaire de sa Présidente, Sa Majesté la Reine Silvia de Suède, présence et contribution à la réunion de la Commission des stupéfiants en mars 2010; c) participation régulière et contributions aux réunions de la Commission, y compris une présentation de Mentor Arabia en mars 2011; d) activité principale dans le cadre de l'initiative « Beynd 2008 » lancée par le Comité au nom de l'Office pour recueillir les avis des organisations non gouvernementales et faire connaître le point de vue global de ces organisations en ce qui concerne l'orientation et l'activité futures de l'Office; e) communication régulière avec le personnel de l'Office en ce qui concerne le domaine de compétence de l'organisation en matière de prévention; f) contributions aux travaux de l'Office en ce qui concerne le rôle des familles dans la prévention, avec un apport particulier de la part de Mentor Columbia; g) collaboration, en particulier, avec le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour aider à l'élaboration de certains programmes en particulier; h) participation aux conférences de l'UNICEF à Beijing et en Corée du Sud; i) contributions aux délibérations de l'OMS sur la politique mondiale de lutte contre l'alcoolisme; j) dialogue avec le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime afin d'appuyer la stratégie et les activités de l'Office en matière de prévention de l'abus de drogue; et k) appui sous forme d'ateliers de formation au Bureau régional pour l'Asie centrale de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Participation aux réunions des Nations Unies

Des précisions concernant la participation aux réunions des Nations Unies sont fournies dans la partie consacrée à la contribution de l'organisation aux activités de l'ONU.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation s'est associée avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à l'occasion de plusieurs manifestations à Vienne et ailleurs.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

De par sa mission globale qui met l'accent sur l'éducation, la prévention de l'abus de substances et la promotion de la santé et du bien-être des jeunes, l'organisation apporte une série de contributions qui sont compatibles avec les objectifs du Millénaire pour le développement et aident à leur réalisation à des degrés différents et sous diverses formes. Tous les objectifs concordent avec ses activités, surtout en matière d'éducation et de soutien des enfants dans les pays en développement et de lutte contre la drogue, qui ont un rapport évident avec la question du VIH/sida. En Afrique de l'Est, par exemple, les activités menées par l'organisation pour renforcer les capacités humaines et créer des programmes concrets sur l'éducation par des pairs et l'éducation des parents ont apporté une contribution majeure à l'amélioration de la santé et du bien-être des collectivités dans la région.